



Dans les deux précédents articles de sa chronique, Yvan Craipeau expliquait d'abord pourquoi les transformations technologiques actuelles, dans le cadre de la société capitaliste, entraînent inévitablement une diminution des emplois dans l'industrie (voir 2A n° 172) ; puis il analysait le développement du tertiaire où certains voient, de manière un peu simpliste, l'avenir ; il montrait la nature — et la diversité — des emplois créés et les limites des « gisements d'emplois » du tertiaire : (voir 2A n° 182)

Grandeur et décadence du système keynésien

Le compromis social qui permit durant trente ans le développement de la « régulation » keynésienne ne résiste pas à la crise et aux évolutions technologiques.

Le moteur de l'économie capitaliste étant le profit, plus on favorise le profit, plus l'économie est censée efficace. Reagan, Thatcher ou Chirac prennent donc aux pauvres pour donner aux riches. Nos théoriciens « libéraux » prônent la disparition de toute réglementation et applaudissent à l'émergence d'une société duale, profondément inégalitaire, soumise aux seules « lois du marché ».

Entre les deux guerres, ma génération a connu, sous une autre forme, une société de ce type. L'économiste Keynes en dénonçait les dangers, dans le cadre même du système capitaliste. Il montrait que les mécanismes d'ajustement

postulés par la théorie classique ne jouent pas nécessairement pour assurer l'équilibre économique et le plein emploi. La propension à consommer diminue en valeur relative quand les revenus s'élèvent exagérément. La production augmentant en raison des gains de productivité, la consommation ne suit pas. Il en résulte une situation durable de surproduction qui entraîne le chômage et une nouvelle réduction de la consommation. L'efficacité marginale du capital diminuant, les revenus excédentaires tendent à s'investir dans la spéculation.

Un compromis basé sur les gains de productivité

En 1929, cette situation aboutit au krach de Wall Street et à la Grande dépression. La lutte féroce pour les débouchés entraîne l'exacerbation des nationalismes et la baisse de salaires. Les forces productives régressent. Le chômage s'étend. En Allemagne, il fait le lit d'Hitler. La crise débouche sur la guerre mondiale.

Nous, les révolutionnaires, pensions que le capitalisme allait s'effondrer dans ce bain de sang. Il n'en a pas été ainsi. Mais dans les pays industrialisés du capitalisme privé, les nouveaux rapports des forces sociales, nés de la guerre, ont imposé une nouvelle régulation qui allait dans le sens des propositions de Keynes.

Quelles sont les caractéristiques de cette régulation « keynésienne » ?

1. Le compromis « fordiste ».

La productivité continuant à progresser (pour l'essentiel grâce à l'organisation taylorienne du travail), les gains de productivité sont partagés entre patronat et salariés. Les négociations sont engagées avec de puissants syndicats, devenus partenaires et rouages du système. Les syndicats ne mettent en cause ni le capitalisme (sinon en paroles rituelles dans certains pays comme la France), ni le taylorisme, ni la hiérarchie. Ils monnaient en avantages salariaux les conditions de travail (la pénibilité, la dangerosité, etc.)

2. L'intervention de l'Etat.

Il garantit les conventions, institutionnalise les avantages acquis, étend le code du travail, institue des garanties pour les travailleurs (Sécurité sociale, retraite, indemnités de chômage), développe des ressources pour différentes catégories de la population (allocation, etc.) Les prélèvements publics s'élèvent à 40 ou 50 % du PNB contre 20 % avant la guerre. Dépenses sociales et transferts sociaux constituent les deux tiers des budgets publics, contre pratiquement rien, avant la guerre. « L'Etat de bien être » assure ainsi un volant important de consommation.

Il intervient directement ou indirectement dans l'économie, les nationalisations constituant un des moyens de cette intervention.

3. Le marché devient prédictible et institutionnalisé.

A la production en expansion correspond une consommation « de masse », en expansion. Cercle vertueux qui assure quelque trente années de progression économique sans précédent.

4. A l'intérieur de ce système, le pouvoir se conteste entre conservateurs « sociaux » et sociaux-démocrates, alternant dans ses limites. La droite réactionnaire est marginalisée. Les PC, devenus l'aile politique du syndicat, tendent à s'intégrer au pouvoir.

L'épuisement du modèle de croissance

Le « cercle vertueux », de type keynésien, semble assuré de la pérennité. Or il ne résiste pas à la crise. La chute de la croissance met à mal le compromis fordiste sur les gains de productivité, établi par imputation des résultats pour une croissance maintenue. Ce pourrait être un mauvais moment à passer, jusqu'au rétablissement des taux de croissance antérieurs. C'est dans cette perspective que sont signés — notamment aux USA — de nouveaux accords où les syndicats acceptent de lourds sacrifices pour aider leur entreprise à passer un cap difficile. Les travaillistes anglais, Chirac ou Mauroy en France, s'efforcent de relancer la croissance par la consommation intérieure, selon les recettes keynésiennes. C'est un échec. Il faudrait mettre l'économie nationale à l'abri par un protectionnisme qui aggraverait la situation. Surtout la crise ne se résoud pas aux circonstances conjoncturelles qui ont déterminé la décélération de la croissance. Elle s'est manifestée avant, notamment aux USA et en Allemagne.

Comme l'écrit Ch. Stoffais : « Derrière les apparences, c'est à la fois à un épuisement du modèle de croissance des trente années d'après-guerre et à l'annonce de transformations structurelles que l'on assiste. »

Les marchés porteurs de la période précédente — automobile et équipement ménager — connaissent une relative saturation — devenus produits de renouvellement et non plus de premier équipement. Mais la cause fondamentale de la crise est liée à l'épuisement des sources anciennes des gains de productivité. L'organisation dite scientifique du travail a produit tous ses effets et ne peut pas être poussée plus loin. De plus en plus lourd, l'appareil économique est paralysé par sa rigidité : rigidité des contrats collectifs de travail, rigidité du marché qui subit les contraintes de la production en grandes séries ;

rigidité de l'organisation du travail qui, non seulement interdit toute initiative des travailleurs mais entraîne la prolifération des services d'organisation. Les mécanismes sont d'autant plus grippés que les travailleurs supportent de plus en plus mal d'être les rouages de la machine et de subir — moyennant une « compensation » monétaire, des conditions de travail qui ruinent leur santé ou menacent leur équilibre mental. Cette évolution se traduit par des revendications « qualitatives », par des grèves, plus gravement encore par l'absentéisme. La crise de la croissance rend plus insupportable encore, pour les industriels, ce dysfonctionnement.

Or, ils trouvent de nouvelles sources de gains de productivité dans les innovations technologiques. Avant tout dans l'électronique et la micro-électronique qui substituent un nouveau type de machines, non seulement à l'effort physique mais à l'intelligence des travailleurs. Elles permettent de généraliser l'automatisation et de réduire formidablement la main-d'œuvre, y compris dans la plupart des branches du « tertiaire ». Le travail change de signification.

Le paysage politique s'est transformé

Les nouvelles technologies ne sont compatibles ni avec la rigidité de la production, ni avec la rigidité de l'organisation taylorienne du travail, ni avec la rigidité de la société établie sur ces bases. Même si la croissance économique pouvait retrouver ses rythmes antérieurs, il ne serait pas possible de revenir au système taylorien-fordiste-keynésien. Ni techniquement, ni économiquement, ni du reste socialement, en raison de l'affaiblissement des grandes concentrations ouvrières et de leurs organisations syndicales.

C'est pourquoi le paysage politique s'est transformé. Les conservateurs devenus réactionnaires, s'efforcent de revenir à une société déréglementée comme avant le système keynésien. Les sociaux-démocrates qui ont réhabilité le

profit n'ont rien à dire de différent sur le plan économique et n'ont pratiquement plus de programme. Les communistes s'accrochent aux acquis d'un passé condamné. On ne peut pas revenir au sys-

tème keynésien. Encore moins à une société du XIX^e siècle sur la base technologique du XXI^e siècle. Reste à savoir si les alternatifs sauront comprendre les réalités nouvelles et les utiliser pour aider

à promouvoir une société libérée du travail-contrainte et du capitalisme.

YC



Chômeurs américains faisant la queue pour les allocations en 1938
Une situation durable de surproduction qui aboutit à la Grande Dépression